

## ● Droit des sociétés : réglementation et pratique (niveau 1/niveau 2)

Disposer d'un panorama complet en droit des sociétés

Code  
**112049**

Durée  
**4**  
jours

Tarif Inter\*  
**3 075 €**  
HT

\*Repas inclus (en présentiel)

### PUBLIC

Directeurs juridiques – Responsables juridiques – Juristes – Collaborateurs des services, administratifs et commerciaux – Toute personne souhaitant se perfectionner en droit des sociétés

### PRÉ-REQUIS

Aucun prérequis nécessaire

### MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré autour du transfert des compétences
- Acquisition des compétences opérationnelles par la pratique et l'expérimentation
- Apprentissage collaboratif lors des moments synchrones
- Parcours d'apprentissage en plusieurs temps pour permettre engagement, apprentissage et transfert
- Formation favorisant l'engagement du participant pour un meilleur ancrage des enseignements

### SATISFACTION ET EVALUATION

- L'évaluation des compétences sera réalisée tout au long de la formation par le participant lui-même (auto-évaluation) et/ou le formateur selon les modalités de la formation.
- Evaluation de l'action de formation en ligne sur votre espace participant :
  - ▶ A chaud, dès la fin de la formation, pour mesurer votre satisfaction et votre perception de l'évolution de vos compétences par rapport aux objectifs de la formation. Avec votre accord, votre note globale et vos verbatims seront publiés sur notre site au travers d'Avis Vérifiés, solution Certifiée NF Service
  - ▶ A froid, 40 jours après la formation pour valider le transfert de vos acquis en situation de travail
- Suivi des présences et remise d'une attestation individuelle de

## Objectifs pédagogiques

- Identifier l'impact du choix de la structure juridique et les règles organisationnelles qui en découlent : dirigeants, associés, organes de direction, assemblées (AG)
- Analyser les spécificités des titres financiers
- Examiner les enjeux stratégiques des groupes de sociétés et restructurations
- Dénouer les situations complexes

## Programme de la formation

### Engagement

Vous vous engagez dans votre formation. Connectez-vous sur votre espace participant et complétez votre questionnaire préparatoire. Votre formateur recevra vos objectifs de progrès. Auto-évaluez vos compétences pour suivre vos progrès à l'issue de votre formation.  
Droit des sociétés (niveau 1) (2 jours)

- Quiz : baromètre de vos connaissances en droit des sociétés

## Se repérer dans le contexte des règles applicables au droit des sociétés suivant la forme sociale

### Enumérer les sources du droit des sociétés

- Sources internes : Code civil, du Code de commerce, Code monétaire et financier, du Code général des impôts
- Traités européens : droit primaire
- Harmonisation des législations des états membres
- Focus sur les apports de dernières lois et précisions jurisprudentielles
- Quiz : se repérer dans les sources du droit des sociétés

### Analyser les caractères généraux des sociétés

- Définition de la société : article 1832 du Code civil
- Société ou entreprise individuelle : analyse des critères
- Contrat de société : affectio societatis, apports et capital social, bénéfices et pertes
- Notion de personnalité morale

formation ou d'un certificat de réalisation

## ACCOMPAGNEMENT FORMATION À DISTANCE

En cas de nécessité, une assistance technique et pédagogique est joignable entre 8h30 et 18h (jours ouvrés):

- par téléphone : 01 83 10 10 10
- par mail : [care-formation@lefebvre-dalloz.fr](mailto:care-formation@lefebvre-dalloz.fr)

Une réponse immédiate est apportée ; si besoin, le demandeur est mis en relation avec un expert dans un délai maximum de 48h.

- Attributs de la personne morale : dénomination, siège social, nationalité, objet social, nom de domaine
- Intérêt social
- Régime des nullités applicables au droit des sociétés
- Exercice d'application : identification des critères d'existence d'une société et qualification

## Distinguer les types de sociétés civiles et commerciales

- Sociétés avec PM /sans PM
- Sociétés civiles /sociétés commerciales: intérêt de la distinction
- Sociétés de personnes / sociétés de capitaux
- Cas des sociétés unipersonnelles
- Etude de cas : tableau synoptique pour comparer les différents sociétés commerciales
- Mise en situation : choisir la forme juridique suivant les critères de pertinence adaptés à la finalité recherchée

## Analyser les règles de constitution et de fonctionnement d'une société

### Déterminer les règles et formalités constitutives d'une société

- Acquisition de la personnalité morale
- Elaboration des statuts/autres formalités
- Contrôle : interne (élaboration et communication de certains rapports/externe (CAC/AMF)
- Cas pratique : constitution d'une SAS / Identifier les clauses statutaires conformes et non conformes au dispositif législatif impératif

### Identifier les points essentiels du statut des dirigeants

- Statut juridique des dirigeants : principes généraux
- Nomination, révocation, cessation des fonctions
- Responsabilité civile et pénale
- Règles du cumul mandat social/contrat de travail
- Répartition des pouvoirs : dirigeants/assemblées
- Atelier "Dirigeant" :
  - Analyse de la situation d'un gérant associé de SNC au regard de sa révocation
  - Identification d'un gérant majoritaire dans la SARL

### Distinguer les droits et obligations des associés

- Droit à l'information et résolution des conflits : informations obligatoires, expertise de gestion
- Droit de participer et de voter aux AG : principe et sanction des abus de majorité, de minorité
- Droits de vote double
- Obligation aux dettes sociales : indéfinie, conjointe ou solidaire, limitée aux apports ?
- Brainstorming : évaluer les contours de l'obligation aux dettes sociales

## Cerner les règles générales des AG

- Compétences et répartition des pouvoirs
- Règles relatives aux différentes délibérations : AGO, AGE, AGM, AGS
- Règles de quorum et majorité
- Actions de préférence
- Quiz : le fonctionnement des assemblées

## Evaluer la mise en oeuvre des mécanismes de contrôle de la gestion

- Gouvernement d'entreprise et établissement d'un rapport
- Obligations comptables,
- Rôle du CAC
- Déclaration des bénéficiaires effectifs
- Contrôle des sociétés cotées admises aux négociations réglementées par l'AMF
- Déclaration de performance extra-financière dans les grandes sociétés
- Responsabilité civile et pénale des personnes morales
- Débat : effectivité du contrôle des organes

## Examiner les principes fondamentaux des opérations complexes

### Identifier les événements majeurs de la vie des sociétés

- Changement de dénomination sociale
- Transfert de siège social
- Evolution du capital
- Transformation de la forme juridique

### Cerner le cas particulier de la disparition de la société

- Causes communes de dissolution
- Publicité de la dissolution
- Liquidation et partage
- Cas pratique : qualifier juridique l'opération et en dérouler les conséquences  
Droit des sociétés (niveau 2) (2 jours)

## Expliquer l'exercice des pouvoirs et des contre-pouvoirs suivant la forme sociale

### Caractériser la direction au sein des sociétés suivant chaque forme sociale

- Notion et statut juridique des mandataires sociaux : évoluons au regard du droit européen
- Formes sociétaires avec gérance : gérant unique ou collégiale, gérant minoritaire ou majoritaire, leurs pouvoirs
- Direction dans la SA ou la SAS : système moniste ou dualiste, mandataires sociaux, répartition des pouvoirs généraux et spéciaux, organisation des réunions



- Cas particulier de la SAS : incertitude quant aux organes collégiaux
- Dirigeant effectif (notion) et administrateurs indépendants
- Dispositions concernant le rapport sur le gouvernement d'entreprise dans les SA
- Déclaration de performance extrafinancière dans les grandes sociétés
- Plan de vigilance
- Etude de cas : la clause d'exclusion dans la SAS

## Repérer l'exercice des contre-pouvoirs au sein des décisions collectives

- Application du principe : les dirigeants proposent et les assemblées disposent
- Tenue des assemblées : quorum, majorité, unanimité
- Contrôle interne : les comités
- Compétence de l'AGO concernant la rémunération des dirigeants des sociétés cotées : règle du « say on pay »
- Cas pratique : les chances de réussite de trois projets présentés

## Optimiser la gouvernance

- Mettre en place des structures pertinentes de gouvernance
- Evaluer la gouvernance
- Rendre des comptes sur la gouvernance

## Analyser le régime juridique des titres financiers

### Evaluer la flexibilité des titres et valeurs mobilières émis par les sociétés

- Parts sociales : limites légales et statutaires à la cession
- Incidence du régime matrimonial en cas d'acquisition/cession
- Actions : exceptions statutaires à la liberté de cession
- Cessions de titres
- Pactes d'actionnaires
- Autres valeurs mobilières (actions de préférence, obligations...)
- Étude de cas : analyser des clauses statutaires et extrastatutaires d'un pacte d'actionnaires

### Analyser la notion d'offres au public de titres financiers

- Distinction entre actions nominatives et actions au porteur
- Contraintes supplémentaires : publicités légales diverses
- De l'offre au public de titres financiers à l'admission sur un marché réglementé
- Gouvernement d'entreprise dans les sociétés dont les titres sont admis à une cote officielle
- Débat : les évolutions à la lumière du droit européen

## Examiner la réglementation des groupes de sociétés

## Identifier les groupes de sociétés

- Absence de définition légale et reconnaissance économique
- Groupe par rapport à la notion de contrôle : direct, indirect, conjoint...
- Influence notable et action de concert
- Reconnaissance du groupe dans les autres branches du droit (fiscal, procédures collectives, social)
- Cas pratique : reconnaître le contrôle entre société mère et filiales au sein de l'organigramme d'un groupe de sociétés

## Spécifier certaines situations au sein des groupes de sociétés

- Etablissement de comptes consolidés
- Exceptions aux règles de cumul de mandats dans les groupes
- Réglementation des conventions intergroupes
- Déclarations de franchissement de seuils
- Déclaration des bénéficiaires effectifs au sein d'un groupe
- Cas pratique : conventions intra-groupes

## Gérer les situations complexes

### Distinguer les notions afférentes aux opérations de restructuration

- Définition de la fusion
- Définition de la scission
- Définition de l'apport partiel d'actif
- Quiz : choix du mode de restructuration

### Repérer les situations critiques

- Autocontrôle
- Participations réciproques
- Privation des droits de vote
- Autodiagnostic : les situations critiques dans votre entreprise

### Examiner les risques et responsabilités de la société mère dans le cadre d'une procédure collective

- Action en paiement de l'insuffisance d'actif
- Confusion des patrimoines et relations anormales entre les sociétés
- Co-emploi
- Gestion de fait
- Mise en situation : identifier les situations à risque et proposer des solutions de traitement

### Transfert

Votre parcours de formation se poursuit dans votre espace participant. Connectez-vous pour accéder aux ressources, auto-évaluer vos compétences acquises pendant votre formation et faciliter la mise en œuvre de vos engagements dans votre contexte professionnel.



## A noter

... —

En amont et en aval de la formation, le positionnement pédagogique sera effectué à l'aide d'un questionnaire d'auto-positionnement.



## Prochaines sessions

...

### A DISTANCE, PARIS

- 21 Sep. au 8 Oct. 2026
- 26 Nov. au 17 Déc. 2026

